

Code minier et Code de l'environnement

ENQUETE PUBLIQUE

Du 12 septembre 2014 au 13 octobre 2014

Demande d'autorisation de travaux miniers
En vue de forages d'exploration pétrolière

Sur la commune de Saint Martin de Bossenay (Aube)

Pour la société pétrolière de production et d'exploitation
(SPPE)

Rapport et conclusions du Commissaire Enquêteur

Composition du dossier :

Rapport : 9 pages

Conclusions : 2 pages

Annexes : 2 pages (y compris le mémoire en réponse du
pétitionnaire)

R.K. Octobre 2014

Code minier et Code de l'environnement

ENQUETE PUBLIQUE

Du 12 septembre 2014 au 13 octobre 2014

Sur la demande d'autorisation de travaux miniers
En vue de forages d'exploration pétrolière

Situés la commune de Saint Martin de Bossenay
(Aube)

Pour la société pétrolière de production et d'exploitation
(SPPE)

RAPPORT D'ENQUETE PUBLIQUE

Etabli par Roger KISTER, commissaire enquêteur désigné par ordonnance n° E14000122/51 du 09 juillet 2014 du magistrat délégué, vice-président du Tribunal Administratif de Chalons en Champagne.

1- Le projet

1.1) Contexte du projet

Dans le cadre de son permis exclusif de recherche d'hydrocarbures sur le secteur de Marcilly le Hayer la Société de production pétrolière et d'exploitation (SPPE) envisage de réaliser des forages de recherche sur la commune de **Saint Martin de Bossenay**.

Ce permis de recherche a déjà donné lieu à de nombreux forages de recherche et des puits de production sont en cour d'exploitation, dont 11 sur St Martin de Bossenay.

1.2)- L'objet du projet

Réalisé par des forages pétroliers classiques vers des ressources ou réservoirs dit conventionnels, sans **fracturation hydraulique**, ce projet a pour objectif d'étudier le gisement et d'explorer la quantité d'hydrocarbures dans ce secteur.

1.3) - Localisation et choix du site

Les études géologiques ont permis de déterminer les sites aptes aux forages de recherches dans le périmètre du permis de Marcilly le Hayer; Ainsi, c'est sur l'EST de la faille de St Martin de Bossenay, sur un site éloigné des habitations (plus d'un kilomètre de la construction la plus proche), au lieu-dit « **La Vallée de Josselin** » que devraient être implantées les installations des forages VDJ 1,VDJ 101et VDJ 201.

La parcelle cadastrée ZY 35 actuellement cultivée est la propriété de la EARL du Franc Sillon, le gérant étant Mr RUTTEN Fabrice de St Martin de Bossenay en assure l'exploitation ; Cette parcelle supportera, sur une emprise d'un Hectare la plateforme aménagée et les installations de travaux miniers de recherches et d'exploration pétrolière.

D'autres forages de recherches du même type sont en activité (forage de St LUPIEN par exemple) ou en cours d'instruction dans ce périmètre du permis cité.

1.4) - Les installations et le procédé de forage

Sur la plateforme préalablement décapée avec mise en cordeau des terres végétales sur le pourtour intérieur du site d'occupation, seront installés les matériels de forage et les laboratoires d'analyses complétées par des bureaux de chantier et les locaux du personnel.

Il y a, lieu de noter que ces matériels de forage et les annexes de chantier citées sont du type démontable et itinérant.

Les forages d'exploration seront réalisés par l'appareil (type SMP 101) érigé à la verticale des puits et utilisant des trépan en bout de tubes d'acier de diamètres variable (entre 17 pouces et 12 pouces en vertical et 8 et 6 pouces à l'horizontal).

Des boues de forage à base hydraulique (avec bentonite ou polymère) seront utilisées pour lubrifier l'action de la foreuse et permettrons également l'évacuation des déblais.

Des installations en sous- sol de la foreuse permettrons de recueillir les déblais et les boues de remontée;

L'étude d'impact et l'étude des dangers joints au dossier donnent toutes les précisions sur les procédés de forage et sur l'évacuation des déchets produits.

Les travaux auront une durée d'environ 30 jours, ils seront réalisés de jour comme de nuit.

Le mat ou derrick de forage, d'une hauteur de 40 mètres sera donc visible et éclairé.

Les forages devraient atteindre une profondeur maximum de 1500 mètres avec une bifurcation horizontale de 700 mètres dans les calcaires d'Etrochey.

1.5)- Finalité du projet

Les forages d'exploration ainsi entrepris, au seul but d'une prospection pétrolière seront ou ne seront pas suivis d'une exploitation de production ; Il appartiendra à l'exploitant SPPE d'en poursuivre ou de cesser la mise en œuvre à des fins commerciales.

Néanmoins, si le gisement s'avérait rentable, une nouvelle demande d'autorisation administrative serait préalablement déposée afin d'atteindre l'objectif de production recherché.

2 – Le cadre réglementaire

Compte tenu des activités envisagées, c'est l'ingénieur de l'industrie et des mines auprès de la DREAL de Champagne Ardennes qui a instruit le dossier. Ce dernier a relevé que les installations et activités du site relevant du code minier par le décret n° 2006-649 en date du 02 juin 2006 devront être soumises à **autorisation administrative de travaux** ; Autorisation qui ne peut être accordée qu'après enquête publique (article 13 du même décret). Le dossier présenté s'est avéré complet après amendements apportés à l'étude d'impact et donc recevable, suite au rapport d'instruction émis le 18 avril 2014 par la DREAL.

Il a donc été transmis au Préfet de l'Aube afin qu'il puisse conduire la procédure prévue aux articles R123-8 à R123-23 du Code de l'Environnement.

Le dossier comportant une étude d'impact en vertu de l'article L.122-1 du même Code de l'Environnement ainsi, conformément au décret 2009-496 du 30 avril 2009 l'avis de l'Autorité Environnementale a été sollicité. Un avis argumenté et conforme a été émis par le Préfet de région le 28 Aout 2014.

En conséquence, par son **arrêté n° 2014 223-0011 du 11 Aout 2014** l'enquête publique est prescrite par le Préfet de l'Aube dans les formes des articles R. 123-9 à R.123-24 du Code de l'Environnement.

La période de l'enquête est fixée pour 32 jours à compter du **12 Septembre 2014** pour se terminer le **13 Octobre 2014**.

3 – L'enquête publique

3.1 - L'information en amont

Nous n'avons pas eu d'éléments susceptibles de nous informer de la tenue de réunion préalable avec le public saint-martiniers ou même avec le Conseil Municipal de St Martin de Bossenay.

Par contre Madame ODOT, Maire de la Commune, est bien informée du projet et a une parfaite connaissance des activités de SPPE qui comme cité précédemment exploite plusieurs puits pétrolier sur sa Commune depuis de nombreuses années.

Le siège de l'enquête publique est fixé à la Mairie de Saint Martin de Bossenay, aucune autre commune limitrophe n'étant concernée par le projet ni directement impactée.

Le dossier a été transmis au Maire plusieurs jours avant l'ouverture de l'enquête, ainsi ce dernier a pu procéder à l'affichage des avis d'enquête et au dépôt des pièces consultables par ses administrés ou tout autre public informé par cet affichage.

Des insertions concernant l'enquête publique ont été réalisées dans les pages des annonces légales des quotidiens suivants :

- **Est Eclair** les 27 aout 2014 et 15 septembre 2014 (1)
- **Libération Champagne** les 27 aout 2014 et 15 septembre 2014 (1)

(1) *Informations communiquées par la D.D.T. Aube*

D'autre part, nous avons constaté l'affichage de l'avis d'enquête sur des panneaux réglementaires jaunes, sur les routes départementales 116 et 33 au droit du site de la Vallée de Josselin par le chemin rural dit de la Mardelle.

Au siège de l'enquête, le tableau d'affichage communal comportait également l'avis d'enquête réglementaire (pignon de la cantine-garderie scolaire sur la place de la Mairie.)

3.2 – La visite du site.

Afin de visualiser et de matérialiser notre lecture du dossier remis en temps utile par la D.D.T.A. (Direction Départementale des Territoires de l'Aube), nous avons sollicité le pétitionnaire pour une visite du site de l'implantation du projet de forage de SPPE.

Le pétitionnaire en la personne de son responsable de recherche, Monsieur Philippe ZAGATTI, a non seulement accédé à notre requête, mais il nous a proposé la visite d'un site comparable et déjà en activité ; Ce forage identique en nature de recherche pétrolière est situé à Saint LUPIEN, commune auboise à 14 Kms de St Martin.

Cette visite a donc eu lieu le lundi 8 Septembre 2014 à 9 heures 30, rendez-vous pris devant le chantier de forage SLU8GH.

Sur place, nous avons été accueillis par Mademoiselle Virginie POIRIER Géologue de la SPPE et rejoint dans la foulée par Monsieur ZAGATTI responsable « exploitation-production » de cette même société.

Toutes les précisions sur le procédé de forage, la mise en œuvre du chantier, la poursuite éventuelle de l'exploitation du puits de pétrole si ce dernier s'avérait suffisamment productif, les impacts sur l'environnement et les mesures d'accompagnement, la remise en état du site en cas d'abandon des recherches, ont été appréhendés et commentés.

Nous avons ainsi eu un regard éclairé pour nous rendre sur le site même du projet de forage concerné par notre mission d'enquête.

Auparavant, mais dans la suite de cette matinée, nous avons rejoint Madame ODOT, Maire de Saint Martin de Bossenay à la mairie de sa commune.

Après une nouvelle série d'explications et d'informations les représentants de SPPE ont remis au Maire quelques photomontages A2 illustrant le matériel de forage qui sera mis en place et l'aspect du site en cour de travaux.

La visite du site de la Vallée de Josselin ou seraient effectués les forages « VDJ 1, VDJ 101 et VDJ 201 » s'est poursuivie avec les participants cités. Nous avons constaté à l'endroit indiqué pour les forages une parcelle agricole emblavée de betteraves sucrières sans aucune autre activité ni marquage du futur chantier; Le site qui devrait empiéter sur 1 Hectare (86 mètres sur 117 mètres) est directement desservi par un chemin rural carrossable pour les engins agricoles. L'environnement est un espace de production agricole intensive, seuls quelques bosquets, reliquats de résineux avec savarts datant de l'époque pré-remembrement, subsistent à quelques dizaines de mètres à l'OUEST du site. Le chemin rural de la Mardelle devrait être empierré dans sa partie NORD pour permettre une desserte lourde avec la route départementale située à 500 mètres au NORD.

3.3 – Le déroulement de la consultation

Conformément à l'article premier de l'arrêté prescrivant l'enquête publique, cette dernière s'est déroulée sur la période du:

Vendredi **12 Septembre 2014** au lundi **13 Octobre 2014** inclus.

Le dossier étant préalablement transmis en mairie, accompagné du registre que nous avons paraphé au préalable à la DDTA.

Lors de notre 1^{ère} permanence, nous avons pu constater et vérifier le dépôt des pièces du dossier SPPE à savoir :

- **pièce n°1** : L'arrêté préfectoral n° 2014 223-0011 du 11 Aout 2014 prescrivant les modalités de l'enquête publique.
- **pièce n°2** : Le dossier de déclaration d'ouverture de travaux miniers établi par SPPE comportant :
 - Volet 2-1 = Renseignements administratifs
 - Volet 2-2 = Programme des travaux
 - Volet 2-3 = Etude d'impact (établi par GEOREX Assistance Technique)
 - Volet 2-4 = Incidence sur la ressource en eau
 - Volet 2-5 = Etude des dangers
 - Volet 2-6 = Document de santé et de sécurité
- *3 annexes SPPE sur l'aspect du forage par photomontage (déposé le 8 septembre par Mr ZAGATTI)*
- **pièce n°3** : L'avis de l'autorité environnementale
- **pièce n°4** : Un registre d'enquête déjà paraphé par nos soins

Ainsi, l'ensemble des éléments qui a permis au public d'appréhender ce projet dans de bonnes conditions a été mis à la disposition de ce dernier aux heures d'ouverture du secrétariat de façon continue sur la période de l'enquête.

3. 3 – Les permanences et l'accueil du public.

Conformément à l'article 4 de l'arrêté du Préfet, nous avons tenu les permanences suivantes :

- le mardi **23 septembre 2014** de 16 heures à 18 heures
- le samedi **04 octobre 2014** de 10 heures à 12 heures
- le lundi **13 octobre 2014** de 15 heures à 17 heures

Lors de notre 1^{ère} permanence, nous avons été reçus par Mademoiselle Swannie SIMETTE secrétaire de mairie de cette commune qui a mis à notre disposition la pièce du secrétariat de mairie pour recevoir le public et assurer nos permanences.

Pendant ces trois permanences, nous avons rencontré trois personnes intéressées par le dossier de recherches pétrolières ;

- **1^{ère} journée** : Madame le Maire ; Quelques commentaires et réponses à nos questions diverses sur l'antériorité des productions pétrolières de St Martin ;
- **2^{ème} journée** : Visite de Mr ROZE Gérard ancien Maire et agriculteur en retraite ; Questionnement sur l'empierrement du CR de la Mardelle. Précision donnée par Mr ZAGATTI lors de la visite du site et dûment rapportée à Mr ROZE.
- **3^{ème} journée** : Visite d'un représentant de l'association « Nature du Nogentais » ; Commentaires et critiques sur l'étude d'impact suivis d'une observation portée au registre

3.4 – Les observations et les réactions du public.

A la fin de la période d'affichage, donc au dernier jour de l'enquête, le **13 octobre 2014**, après collationnement du registre qui ne comporte aucune lettre annexée nous avons relevé **une seule** observation.

Le secrétariat de la mairie n'a enregistré aucune lettre à notre attention. Aucune demande ou commentaire du public n'est de nature à être relaté comme une observation verbale.

- **Nature de l'observation écrite**

Observation n°1 :

- Remarques sur l'absence d'inventaires de terrain pour apporter des informations sur l'avifaune en particulier.
- Les espèces nocturnes pourraient être dérangées par la pollution lumineuse.

- **Commentaires sur le caractère des observations**

Une réponse immédiate ayant pu être apportée à Mr ROZE, sur l'empierrement du chemin de la Mardelle, ce dernier n'a pas fait de remarque défavorable au projet ;

L'observation de Mr MIGUET pour Nature du Nogentais a fait l'objet d'un mémoire en réponse que nous joignons en annexe n°2 au présent rapport. Sa demande semble pertinente, mais ne remet pas en cause le projet.

Nous pouvons ainsi constater qu'il ne se dégage aucun avis défavorable.

- **Climat qui a caractérisé cette enquête publique relative à des travaux miniers de recherches pétrolières.**

Le milieu rural et particulièrement celui de la commune de Saint Martin de Bossenay, habitué de longue date à l'activité de plusieurs plateformes pétrolières de production sur le finage, voire de forages de prospection abandonnés, est très serein pour affronter une nouvelle unité de recherche avec un exploitant qu'elle connaît bien.

Ces activités sont tellement bien ancrées depuis 1959, que le café restaurant du village a pour enseigne «**A l'Or Noir**».

3.5- Mémoire en réponse du pétitionnaire.

Conformément aux dispositions réglementaires, nous avons transmis au pétitionnaire le 16 octobre 2014 par courrier électronique et postal le 17 octobre 2014, le procès-verbal de synthèse (**annexe n°1**) et la copie du registre des observations enregistrées pendant les 32 jours d'enquête.

Un mémoire en réponse, reçu le 22 octobre 2014, est rédigé par le directeur général de la SPPE, Mr Eric RAIGNEAU, apporte des éléments au questionnement de l'association « Nature du Nogentais »

Nous considérons que le pétitionnaire a largement et pertinemment répondu à toutes les observations soulevées par le public.

Ces réponses ne seront pas reprises dans le corps du rapport, car elles sont jointes à ce dernier pour être mises à la disposition du public.

Ce mémoire en réponse se retrouve à l'annexe n°2.

4 - Notre position sur le projet et son enquête publique.

4.1- Concernant le projet de travaux miniers par forages d'explorations.

4.1.1- Le choix du site.

La société pétrolière ayant un permis de recherche exclusif sur la région de Marcilly le Hayer et notamment sur la concession de St Martin de Bossenay se devait de prospecter sur ce finage déjà impacté par des puits en activité.

Procéder à de nouveau forage à proximité d'une faille productrice nous semble d'un intérêt évident ; Les besoins en énergie fossile ne peuvent pas être ignorés et une production nationale permet de s'affranchir partiellement d'une dépendance extérieure.

Son éloignement relatif des habitations les plus proches (1800 mètres) laisse une marge aux impacts sonores et olfactifs, seule la co-visibilité reste sensible et cela surtout de nuit.

4.1.2- L'environnement du site retenu.

Son implantation en milieu agricole, éloigné de tout site sensible ou paysager n'aura pas de conséquence néfaste pour l'environnement ; Région de cultures intensives avec des implantations d'unités pétrolières en production déjà pré-

sente sur le finage, sans perturbations signalées ni pollutions reconnues, s'avère intéressante pour un tel projet.

Signalons que c'est un forage de recherche pour le moment, et que la situation des lieux en phase de chantier, peut être rendue à l'agriculture le cas échéant.

Donc son impact sur l'environnement écologique et paysager nous semble peu sensible.

4.2 - Concernant l'enquête publique.

Puisque le but de l'enquête publique est de soumettre à l'avis du public la demande d'autorisation de travaux miniers de recherches d'hydro-carbures, nous considérons que cet objectif est bien atteint.

Cette étape a été à notre point de vue, peu fructueuse en éléments contradictoires.

En effet, le projet SPPE semble apparaître aux yeux du public comme une suite ordinaire et normale pour perpétuer une activité reconnue.

Pour la municipalité et les propriétaires fonciers un aboutissement du projet serait une source supplémentaire de revenus.

Donc l'absence d'observations négatives et le désintérêt du public à l'encontre du projet semble bien indiquer un **consensus favorable** non exprimé pendant cette enquête.

4.3 – Pour résumer ce chapitre et terminer ce rapport d'enquête.

4.3.1- Le choix du site est adapté à l'installation des forages de recherches.

4.3.2- L'environnement du site ne serait affecté que pendant les travaux de recherche et une nouvelle étude d'impact sera réalisée si le site s'avère rentable.

4.3.3 - Nous estimons que le projet de travaux de recherches SPPE est fiable au regard du dossier présenté et qu'il répond à un besoin encore évident d'énergie fossile.

4.3.4 – L'enquête publique a atteint son objectif, le public a été bien informé sur le dossier et a pu s'exprimer en connaissance de cause et même formuler des demandes complémentaires.

Nous pourrions ainsi formuler **un avis favorable** sans aucune réserve, à la déclaration d'ouverture de travaux miniers par forages d'exploration pétrolière dans la concession de SAINT MARTIN DE BOSSENAY.

Nous rédigerons des conclusions dans ce sens sur un document séparé.

**Fait à Lusigny sur Barse
Le 26 octobre 2014
Roger KISTER
Commissaire enquêteur**



Société Pétrolière de Production & d'Exploitation
ZA Pense Folie 45220 Château-Renard
Tél. : 02 38 95 64 35 - Fax : 02 38 95 64 37

Note en réponse à l'observation recueillie lors de l'enquête publique à SAINT-MARTIN-DE-BOSSENAY (AP 2014 223-0011 du 11/08/2014) relative à l'ouverture de travaux miniers.

Si nous ne contestons pas l'utilité d'un inventaire de terrain, en particulier sur l'avifaune, son intérêt aurait été de notre point de vue, limité au regard de l'emplacement prévu pour les travaux. En effet, la future plate-forme, de taille réduite (de l'ordre d'un hectare), se situe en zone d'agriculture intensive et en bordure immédiate d'un chemin rural fréquenté (dit de la Mardelle) reliant les routes départementales RD 33 et 116. Ce chemin est emprunté par divers engins agricoles à toutes les périodes de l'année et pas uniquement de jour. L'œdicnème criard, cité dans le PV, ne trouverait pas là à priori, toute la quiétude qu'il semble rechercher d'après les références consultées.

En ce qui concerne la pollution lumineuse susceptible de déranger les espèces nocturnes, rappelons que celle-ci ne dure vraiment que le temps du forage, c'est-à-dire un mois environ. Les différents forages envisagés sur cette plate-forme seront très probablement très espacés dans le temps, ceci pour permettre d'analyser les résultats obtenus et pour juger de l'intérêt de la poursuite de la campagne d'exploration.

D'une manière plus générale, le travail d'inventaire du milieu naturel a, de notre point de vue, été correctement réalisé. C'est ce que souligne le Bureau Biodiversité de la DDT de l'Aube dans son avis favorable du 6 mai 2014 :

- L'ensemble des espaces naturels sensibles du secteur ainsi que l'inventaire des espèces faunistiques et floristiques présentes sur le territoire de la commune concernée par le projet sont présentés de façon exhaustive dans l'étude d'impact.
- Les mesures mises en place et particulièrement l'éloignement du site prévu pour les travaux vis-à-vis des différents espaces naturels sensibles répertoriés, mettent en évidence l'absence d'impact lié au projet.

annexe n°2

Sas au Capital de 3 000 000 € - RCS 481 010 817 - TVA FR 32481010817

ENQUETE PUBLIQUE

Du 12 septembre 2014 au 13 octobre 2014

Sur la demande d'autorisation de travaux miniers
En vue de forages d'exploration pétrolière

Situés la commune de Saint Martin de Bossenay
(Aube)

Pour la société pétrolière de production et d'exploitation
(SPPE)

CONCLUSIONS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

Le dossier mis à l'enquête publique concernant cette **déclaration d'ouverture de travaux miniers** en vue d'obtenir une autorisation administrative permettant d'effectuer des forages d'exploration pétrolière sur le territoire de la commune de SAINT MARTIN DE BOSSENAY (Aube) est un préalable d'une série de demandes allant dans le sens d'une production locale d'hydrocarbures nécessaire pour l'économie nationale.

Il s'inscrit dans une poursuite logique des activités de production pétrolière nationales et dans le cadre du permis de recherches d'hydrocarbures de Marcilly le Hayer (Arrêté du 2 octobre 2009) attribué à la Société de Production Pétrolière et d'Exploitation (S.P.P.E.)

Le dossier déposé (déclaration d'ouverture de travaux) nous paraît très complet et répond aux textes en vigueur.

L'avis de l'autorité environnementale n'a pas relevé d'anomalie fondamentale dans la rédaction ou la qualité des études d'impact et de danger.

- Considérant l'intérêt général du projet qui répond à une mission de service public en permettant à la France de réduire ses importations d'hydrocarbures par une production nationale même si elle est limitée et peu productive par rapport aux gisements étrangers.

- Considérant que la société SPPE apporte aussi une source de revenus supplémentaires à la collectivité par le versement de redevances et de taxes.
- Considérant que le projet a fait l'objet d'une demande d'autorisation d'exploration par forages miniers qui a été soumise à une enquête publique dans le cadre du **Code de l'Environnement** et que cette dernière procédure a été jusqu'à présent menée dans les règles de ses dispositions.
- Considérant que le public a été tenu informé du projet, surtout pendant la période d'enquête et qu'il a ainsi pu formuler ses remarques et demander des précisions complémentaires.
- Compte tenu de l'analyse des observations qui reflète quelques remarques relatives à l'absence d'inventaire de l'avifaune, des interrogations assorties de réponses immédiates, mais aucune opposition marquée à l'encontre du projet.
- Compte tenu du mémoire en réponse rédigé par le pétitionnaire qui apporte des éléments pertinents relatifs à l'étude d'impact critiquée.
- Compte tenu du faible impact sur l'environnement social, écologique, paysager et des mesures de protections apportées à la ressource des eaux souterraines.
- Attendu que l'enquête publique a permis de mettre en évidence le contenu de la **déclaration d'ouverture de travaux miniers** et permettre ainsi d'ouvrir un débat contradictoire.

A l'issue de la procédure d'enquête publique, des éléments relevés dans le dossier et de notre conviction d'un intérêt plutôt général que personnel ;

Nous émettons un **AVIS FAVORABLE** à la demande d'autorisation de travaux miniers déposée par le pétitionnaire SPPE.

Fait à Lusigny sur Barse
Le 26 octobre 2014
Roger KISTER
Commissaire enquêteur